

En Espagne, la filière éolienne reste dans le brouillard

GreenUnivers

17 décembre
2015

Propos recueillis par Romain Chicheportiche, à Madrid –

Frappées de plein fouet par le [moratoire de 2012](#), les énergies renouvelables restent dans une situation très difficile en Espagne. Pas un MW d'éolien n'a été raccordé au premier semestre 2015. Le lancement récent d'un [appel d'offres de 500 MW](#) apporte un petit bol d'air à la filière. Les partis candidats aux élections législatives du 20 décembre tiennent des propos rassurants, mais sans faire pour autant de propositions concrètes. Entretien avec **Luis Polo, directeur général de l'Association espagnole des entreprises éoliennes (AEE)**.

GreenUnivers : Le [moratoire sur les aides](#) imposé par le gouvernement espagnol en 2012 a porté un coup d'arrêt au développement de l'éolien. Où en est le marché trois ans après ?

Luis Polo : Le moratoire a totalement paralysé les projets de nouvelles capacités éoliennes. Selon nos chiffres, pas un seul Mégawatt n'a été installé au premier semestre 2015 et nous n'attendons aucune grande nouvelle pour le second. Les années précédentes ont à peine été meilleures avec l'installation de 27 MW en 2014 et 175 MW en 2013.

Après le moratoire, est venue la « Réforme énergétique » en 2013 dans laquelle l'éolien fut l'une des technologies renouvelables les plus touchées. Environ 30% des parcs en activité se sont retrouvés sans aide, le reste subissant des baisses substantielles, et rétroactives. Au 30 juin 2015, l'Espagne comptait une capacité installée de 22 986 MW.

GreenUnivers : Un [appel d'offres de 500 MW](#) est prévu en janvier prochain. Etes-vous satisfait ?

LP : Cette initiative est un premier pas vers la réanimation du secteur en Espagne, mais beaucoup d'incertitudes persistent. A l'association, nous considérons qu'il sera aisé de couvrir les 500 MW de l'appel d'offres. Il y a dans le pays 10 000 MW de projets éoliens attribués, mais qui, fauchés par le moratoire, n'ont finalement pas été concrétisés. Afin de mettre en place les conditions propices à l'investissement, l'AEE demande la modification de certains aspects de la réforme énergétique : nous voulons notamment que les conditions économiques, et donc la rentabilité, soient fixes pour au moins six ans. C'est la seule période qui donnera assez de visibilité pour remplir les objectifs européens fixés pour 2020. Il reste encore 6 400 MW éoliens à construire, et il est pour l'instant impossible de faire la moindre prévision pour les prochaines années.

GreenUnivers : Comment fonctionne le nouveau système mis en place par le ministère de l'Industrie ? Vous paraît-il adéquat ?

LP : C'est un mécanisme qui consiste à rétribuer l'investissement, la capacité installée, plutôt que la production comme avant. Concrètement, les prétendants doivent proposer un Capex (l'investissement initial du projet fixé par le gouvernement à 1,2 million d'euros par MW) et un taux de réduction. Plus le Capex est bas, plus on a de chance de remporter les Mégawatts et plus le système électrique économise.

L'appel d'offres est la suite logique des *feed-in-tariffs* pour les marchés matures. Néanmoins, il faut des règles claires et des calendriers à moyen terme. Nous n'avons aucune information sur ce qu'il y a de prévu après l'appel d'offres.



GU : L'Espagne développe-t-elle des projets en mer ?

LP : Il n'y a pour l'instant que des prototypes. Une série de facteurs limitent le développement de la technologie marine : l'absence de cadre réglementaire, et des conditions orographiques loin d'être idéales. Notre pays ne dispose pas de plateforme continentale, ce qui implique qu'il y a très peu d'espaces marins où la profondeur n'excède pas les 50 mètres.

GU : Comment considérez-vous le traitement de l'énergie éolienne dans les programmes proposés par les partis politiques pour les élections générales du 20 décembre ?

LP. Il y a certains motifs de satisfaction comme le fait que tous soulignent l'importance de l'éolien dans la réussite de la transition des combustibles fossiles vers les renouvelables. Ou le fait que la majorité des partis prônent un Pacte sur l'énergie pour donner de la stabilité au secteur. Mais nous savons que les programmes sont une chose, et la réalité une autre...

Quid du solaire ?

A l'image de l'éolien, le secteur espagnol du photovoltaïque a été rudement touché par la réforme énergétique. En 2014, seuls 22 MW ont été installés dans le pays contre 122 MW l'année précédente. Le parc PV du Royaume s'élevait fin 2014 à 4,7 GW, essentiellement construit entre 2007 et 2009. L'UNEF, l'association du secteur, dénonce le nouveau cadre réglementaire défavorable.

A consulter aussi :



- [Un appel d'offres éolien et biomasse en Espagne](#)



- [Abengoa liquide ses actifs EnR](#)



- [EnR : les fonds s'intéressent de nouveau à l'Espagne](#)